

# SOLIDARITÉ



VOL. 14 N° 3 9405, rue Sherbrooke est • Montréal (QC) H1L 6P3 • Tél. : (514) 356-8888 SEPTEMBRE 1992

# AFRIQUE



# démocratie en marche

# Introduction

On associe l'Afrique à sous-développement, à dictature, à famine, à anarchie armée (Somalie), à réfugiés, à sida. Ce n'est ni tout ça, ni que ça, l'Afrique, et à l'ordre du jour de ce continent, il y a la démocratie.

Pauvreté, chômage, violences faites à des femmes et à des enfants, oppression des minorités, non reconnaissance des identités culturelles, sont des fléaux à combattre chez nous aussi.

Ce dossier veut aider le lecteur et la lectrice, débordé(e) par la multitude des informations, leur complexité, leurs contradictions, à aller plus loin en ce qui concerne cette Afrique noire, au sud du Sahara. L'Afrique veut se libérer du néo-colonialisme, de la dictature, prendre en main son développement, inventer sa démocratie.

## «Notre principale ressource, ce sont nos peuples».

(Charte africaine de la participation populaire au développement, adoptée à l'initiative des ONG africaines par tous les partenaires, privés et publics, nationaux et étrangers du développement, à Arusha (Tanzanie), février 1990)

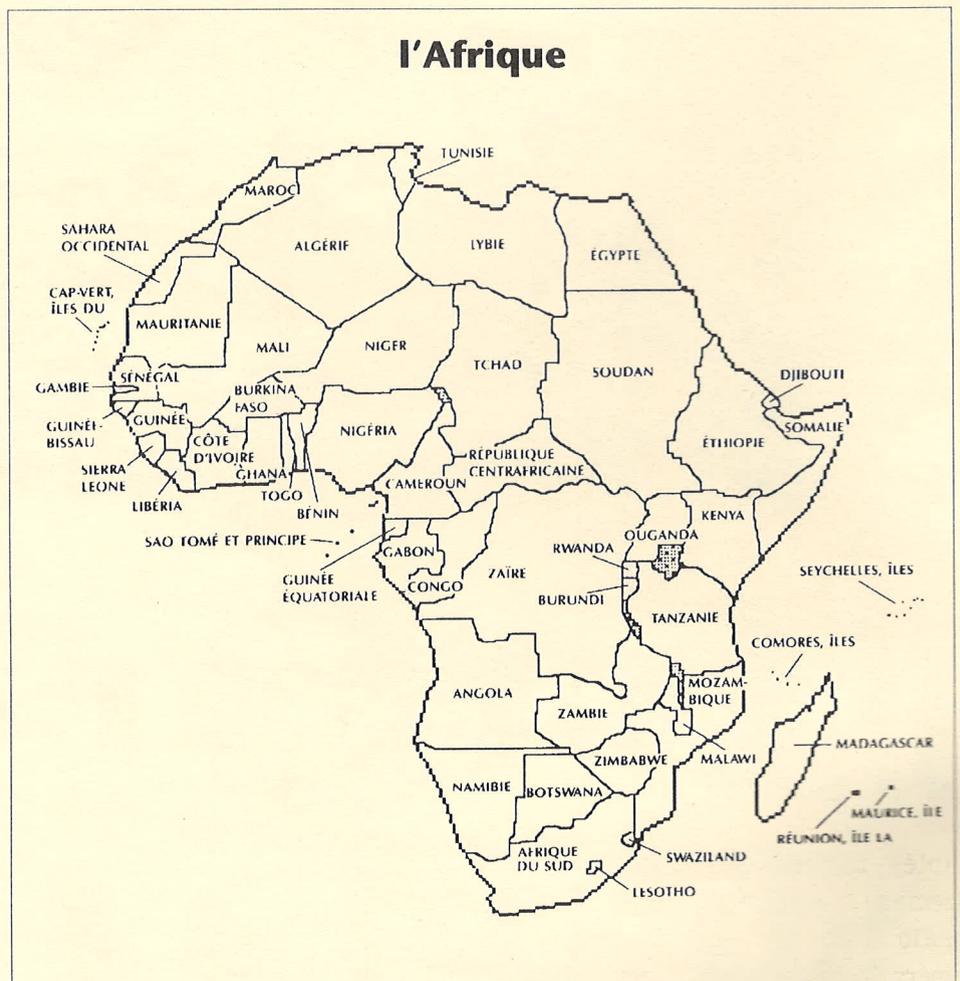
C'est la rencontre entre démocratie et développement pour laquelle luttent les hommes et les femmes de ce continent immense, qui ne veut ni exploitation ni mendicité, malgré des retards.

## Comparons l'Afrique au Canada et aux Amériques :

	<i>superficie</i>	<i>nombre de pays</i>	<i>population</i>
Canada	9 959 400 km <sup>2</sup>	1 pays	25 000 000, hab.
<b>Afrique</b>	<b>30 300 000 km<sup>2</sup></b>	<b>52 pays</b>	<b>± 600 000 000 hab.</b>
Amériques (Caraïbes)	42 000 000 km <sup>2</sup>	40 pays	± 600 000 000 hab.

## Comparons le PNB (produit national brut) et l'espérance de vie de l'Afrique sub-saharienne, des Amériques / Caraïbes, de l'Asie :

	<i>PNB / habitant</i>	<i>espérance de vie</i>
<b>Afr. sub-sah.</b>	<b>470 \$ US</b>	<b>51,8 ans</b>
Am. lat + Car.	1830 \$ US	67,4 ans
Asie est/sud-est	530 \$ US	68,1 ans
Asie sud	390 \$ US	58,4 ans



# L'Afrique, diversité et place dans le monde

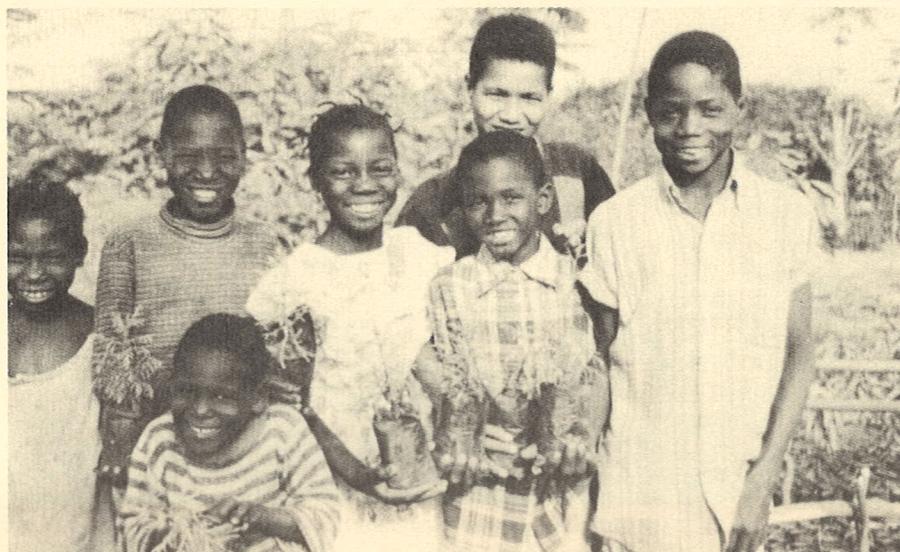
L'Afrique est une presqu'île liée par terre au monde arabe. Le désert du Sahara en occupe le quart. Sauf la brisure du Caire (Égypte) au Cap (Afrique du Sud), le continent est massif, avec peu de fleuves navigables. Seul l'équateur y connaît encore les forêts très denses, comme en Amazonie.

Dernier continent pénétré, colonisé et décolonisé (17 pays devinrent indépendants en 1960), l'Afrique a été l'objet, plus de 400 ans, d'une économie de traite, notamment d'esclaves : plus de 50 millions, comme les Amérindiens décimés. Des Noirs furent citoyens des Amériques et des Caraïbes avant l'arrivée des Français ou des Anglais. Cette «traite», pacotille contre richesse naturelle ou artisanale, est une cause importante de la marginalité économique de l'Afrique.

Le panafricanisme était lié au désir d'indépendance, d'où la création,

dès 1963, de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Si les pays d'Afrique du Nord sont membres de la Ligue Arabe, des pays d'Afrique noire sont membres de l'Organisation de la Conférence Islamique, d'autres pensent à une organisation des États et de la diaspora noirs : mais l'unité l'emporte, contre l'apartheid par exemple. Certains pays sont membres des non alignés, de la francophonie, du Commonwealth. Tous participent aux négociations économiques régulières entre pays du Tiers-Monde et Communauté Économique Européenne et sont présents à l'O.N.U. En Afrique les agences d'aide sont très actives\*, celles de l'O.N.U., des pays du Nord, du Japon, de la Chine, mais aussi les ONG et les confessions religieuses.

\* À cause de la réduction des prêts du secteur privé, et même si le pourcentage du PNB consacré à l'aide au développement a baissé ces 10 dernières années, cette aide est devenue les 2/3 (au lieu du 1/3) des flux financiers nets vers les pays en développement (10 % pour les pays les plus pauvres), la plupart africains.,



## Diversité

La diversité de l'Afrique est une richesse dont la gestion n'est pas toujours facile. La colonisation a masqué mais aussi alimenté des tensions, bloquant des courants migratoires, utilisant des chocs entre peuples qui ont aussi connu leurs bâtisseurs d'empires.

Des rapports de force antérieurs à la présence européenne, entre l'Afrique du Nord arabo-berbère et musulmane, et l'Afrique négro-africaine ont des séquelles : en Mauritanie, au Tchad, au Soudan et dans la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Érythrée, Somalie, Djibouti). Les héritages religieux, linguistiques, institutionnels de l'Afrique ancestrale, de l'islam, du christianisme, dans leurs diverses formes, sont aussi importants que ceux des diverses colonisations européennes : portugaise, espagnole, anglaise, française, belge, et, brièvement allemande puis italienne.

La colonisation a aussi tracé des pays aux frontières habituellement arbitraires, certains minuscules ou sans accès à la mer, séparant des peuples, en laissant d'autres sans structure commune reconnue; c'est la «balkanisation» de l'Afrique. Ça se voit sur la carte de la langue des États, non des peuples, surtout en Afrique de l'Ouest et sur les côtes atlantiques.

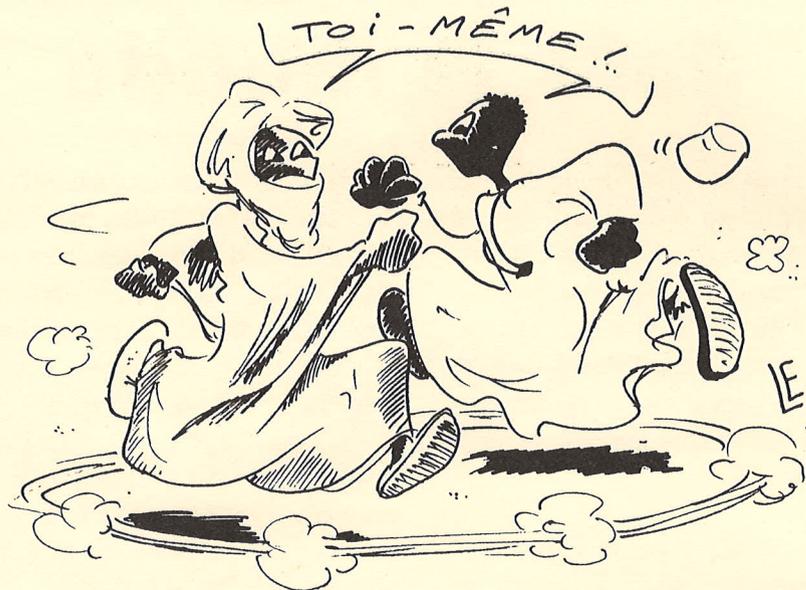
Se reconnaître dans de tels États, imposés récemment, dont la langue administrative est incomprise par la majorité, n'était pas facile. Cela a fourni trop d'arguments à la dictature pour étouffer les différences, imposer le silence, au nom de l'unité nationale.

*«Diviser pour régner, régner pour s'enrichir»; cette pratique impériale a laissé de lourdes traces en Afrique.*

# Diversité et droits humains

En Afrique du Nord, les tensions entre le pouvoir et les islamistes se reflètent dans la situation très dégradée des droits humains.

Les atteintes aux droits tirent souvent leurs origines de conflits inter-ethniques ou régionalistes, au Tchad (répression de l'ethnie hadjerai), au Mali et au Niger (contre les Touaregs), en Mauritanie (persécution des Nègro-Africains). Mais atrocités et souffrances sont particulièrement fortes au Burundi, en Éthiopie, au Libéria, en Ouganda, au Rwanda, en Somalie, au Soudan.



---

**L'Afrique a besoin de paix  
pour son développement.  
Si la diversité peut appeler la réconciliation,  
l'inégalité criante causée par la domination et  
l'exploitation reste un problème central.**

---

Mais l'espoir brille : Bénin, Île Maurice, Namibie, Sénégal (malgré des tensions en Casamance), Zambie, Cap-Vert, Sao-Tome-Principe, Gabon.

(Référence : Relevé du Rapport 92  
d'Amnesty International,  
par Albert Bourgi, Jeune-Afrique n° 1646:  
23-29 juillet 92)

La clé semble devoir être la négociation, le compromis, comme on le voit au Sénégal (invitation de représentants de l'opposition à participer au gouvernement), ainsi qu'en Angola et au Mozambique où les armes ne peuvent trancher. Cette issue, amorcée plus tôt, aurait évité le drame somalien.



# De la colonisation à la démocratie



**«Le développement ne peut être appréhendé par la seule science économique. C'est un processus complexe qui a trait tant aux aspects économiques que sociologiques, psychologiques et politiques de la vie en société. Le développement suppose l'apparition d'un monde nouveau et non le grossissement quantitatif de ce qui existe déjà».**

(Jean Marie Albertini, dans *Mécanismes du sous-développement et développement*, cité par Axelle Kabou : «Et si l'Afrique refusait le développement?». L'Harmattan 1991)



En mars 1991, les grands rassemblements ont succédé aux manifestations de rue, malgré une sanglante répression, ce qui a amené la chute du dictateur Moussa Traoré, au Mali.

L'émergence du débat, entre africain-e-s, et un sentiment aigu de l'urgence, caractérisent la période actuelle. Le débat porte essentiellement sur la reconnaissance des causes internes au sous-développement et le refus d'attendre des autres la solution des problèmes. La tentation du repli sur soi, sur un passé idéalisé, existe aussi. L'urgence vient de ce que l'attention du monde, on parle même «de droit d'ingérence humanitaire», porte sur la Yougoslavie, la Somalie, le Moyen-Orient, le Cambodge, Haïti, voire l'Afghanistan, mais aussi le Bengladesh, la Birmanie, le Pérou etc.

S'il faut éviter de se substituer, il faut enfin s'intéresser à la principale ressource de l'Afrique, ses peuples.

La démocratisation, c'est la réponse, pas unique, urgente, de l'Afrique à ses problèmes de développement, y compris une meilleure négociation des facteurs externes comme la dette, les échanges.

Cette démocratisation impose créativité et courage, et des choix à l'intérieur des cultures locales et des cultures étrangères.

La nécessaire et souhaitable solidarité passe plus que jamais par une véritable «rencontre», attendue depuis 1492, entre les peuples.

# L'héritage colonial

Comme l'Amérindien, le Noir fut peu associé à la définition des structures modernes, l'État, les entreprises, les coopératives, malgré l'absence de peuplement européen, sauf en Afrique du Sud.

Après la traite, la colonisation (75 ans en moyenne), utilisa des chefs locaux, manipulés et au besoin remplacés. Le paternalisme, l'autoritarisme régnaient. La réponse à la résistance fut violente (Madagascar, Cameroun, Sénégal etc).

On développa l'agriculture d'exportation (café, thé, cacao, bananes, caoutchouc, arachides, coton) et, en Afrique du sud, Zambie, Zaïre, l'exploitation minière. Transports, communications visaient l'exportation. La main d'œuvre locale était souvent forcée. En santé on se concentra sur la vaccination, comme pour le bétail. L'instruction visait la formation minimale d'agents subalternes. L'apport social des missions, réel, fut insuffisant et reste contesté. Les importations visaient les besoins des Européens.

Les deux grandes guerres, auxquelles furent associés de nombreux Africains, le mouvement mondial de la décolonisation, le principe que les colonies devaient moins coûter à la métropole, autant de facteurs qui ont accéléré l'acceptation de la revendication de l'indépendance, censée peu affecter le capital privé.

Cette revendication était surtout exprimée par des «assimilés», et des «subalternes», syndiqués souvent de la fonction publique, vue la faiblesse

# Création des États-nations africains

Dans les sociétés traditionnelles, hiérarchiques ou égalitaires, le consensus était la règle, concluant un long échange, la «palabre». Les statuts étaient axés sur l'âge et le genre. Les «aînés» étaient déterminants. Parfois il y avait des castes et même des gens appelés esclaves. Normes et valeurs, langue étaient communs. L'économie de survie, proche de la nature, créait une solidarité forte. Mais les diverses sociétés, ethnies pouvaient avoir des différends.

La colonisation a brisé ces diverses sociétés leur imposant une administration territoriale qui est la base des États actuels. Faire atterrir ces structures importées fut laissé aux petites élites modernes. Elles durent développer les fonctions, les services, les ressources et le contrôle de l'État, sur ces territoires «arbitraires» et à ces populations rarement homogènes. On a voulu assurer à l'État l'autorité, le prestige. C'était un énorme défi et ces élites peu préparées et nombreuses disposaient de peu de moyens. Le budget total de maints gouvernements africains (Burkina Faso, 9 millions d'habitants) se compare encore à celui d'une de nos universités ou ville moyenne (75 000 habitants). Et il y

du privé. Des Européens forcés d'aller aux colonies pour le travail, avaient favorisé l'organisation syndicale, voire politique de collègues nationaux.

Le colonisateur favorisa l'arrivée au pouvoir de nationaux qui lui étaient

proches. Le simple citoyen fut souvent manipulé dans des élections, parfois carrément truquées. Là où il y eut opposition (ex. Cameroun), elle fut écrasée. L'indépendance des colonies portugaises, comme de l'Algérie, exigea une longue et coûteuse lutte.

avait tout à faire; appui aux producteurs, routes, universités, hôpitaux, communications internes, relations extérieures, etc.

L'unité nationale était parfois menacée de l'intérieur et de l'extérieur: ex-Congo Belge (Zaïre), Biafra (Nigéria). L'O.U.A. proclama l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Dans certains pays tel le Cameroun, l'opposition contestait le processus de mise en place des premiers dirigeants nationaux, trop liés aux colonisateurs partants; ailleurs, les représentants d'une ethnie qui avaient peut-être été à l'avant-garde du combat pour l'indépendance semblaient monopoliser le pouvoir (Kenya); ou encore, les alliés d'hier s'opposaient (Senghor et son premier ministre Mamadou Dia, au Sénégal).

Unir la jeune nation derrière le jeune chef; ce fut un peu partout l'instauration du parti unique, puis le fragile équilibre entre politiciens et militaires. L'armée aspira de plus en plus de ressources. Ce fut le début de «la politique du ventre» pour les supports et amis du régime, gérant l'État comme un patrimoine privé.

proches. Le simple citoyen fut souvent manipulé dans des élections, parfois carrément truquées. Là où il y eut opposition (ex. Cameroun), elle fut écrasée. L'indépendance des colonies portugaises, comme de l'Algérie, exigea une longue et coûteuse lutte.

# ■ Changements depuis les indépendances

En plus ou moins 32 ans d'indépendance, l'Afrique a changé comme jamais. Les réalisations sont incontestables malgré les mauvais prix payés pour les produits africains, et même si le volume très accru de la population (lié aux progrès en santé), les rend très insuffisantes. La crise politique actuelle exprime ce changement.

La minuscule classe dominante tire souvent pouvoir et richesse de l'État dont une partie des liquidités provient de l'aide internationale, de l'endettement national. Dans les pays dotés en ressources naturelles (culture de rente mieux payée, minerais, pétrole), ou avec un grand marché intérieur parce que plus peuplés, une classe d'affaires s'est développée, liée aux politiciens.

Les salariés réguliers sont dans la petite classe moyenne, notamment les syndiqués de la fonction publique, à cause de la sécurité d'emploi, aujourd'hui menacée par les mesures d'ajustement structurel du Fonds Monétaire International. Cette classe avait augmenté malgré tout depuis les indépendances, et c'était un phénomène majeur. La crise ferme de nombreux débouchés: les mises à pied sont nombreuses et les emplois rares. Les syndicats, souvent liés au parti unique, doivent se renouveler.

Le grand nombre ce sont les paysans, éleveurs, pêcheurs, et ceux qui vivent du secteur informel, se débrouillent et sont peu séparables des chômeurs. Souvent analphabètes et ne maîtrisant pas la langue de

l'administration, ils survivent à peine.

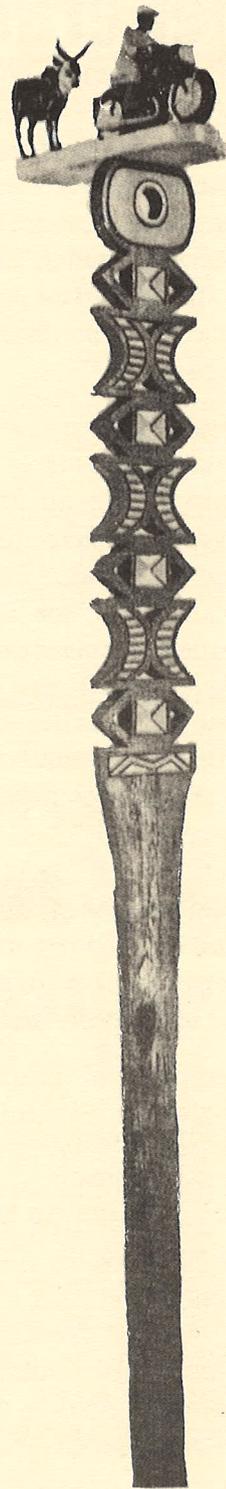
Les idées ont changé avec le développement de l'éducation et des échanges, l'urbanisation, l'impact des médias (ondes courtes, mais aussi radio, télévision et presse nationales, quelque soit le contrôle dont elles aient été et restent encore trop souvent l'objet).

---

**«On a eu la colonisation, maintenant c'est l'indépendance; quand cela va-t-il finir?»**

a dit, selon la légende, un paysan sénégalais à «son» président d'alors, Léopold Sédar Senghor.

---



EFIAIMBELO  
Aloalo  
(mât de bois  
peint pour  
tombeau)

# Les nouvelles générations

Pour les nouvelles générations, la colonisation est loin. Elles aspirent aux postes de responsabilités mais, même diplômées, elles connaissent le chômage. Les jeunes sont plus informés et souffrent de l'image de leurs pays.

Ils gagnent leurs parents à leur contestation : les mères les ont appuyés dans la rue au Mali et ailleurs. Thomas Sankara (précédent président du Burkina Faso) a un temps incarné leur soif de changement. Les derniers pères de l'Indépendance (Houphouët Boigny en Côte d'Ivoire) sont pour eux des «dinosaurés»; les généraux ou maréchaux Eyadéma (Togo) ou Mobutu (Zaïre) leur font horreur.

**Le mouvement démocratique actuel en Afrique est à beaucoup d'égard une révolution culturelle par les jeunes, des deux sexes.**

L'exode rural, l'explosion urbaine, le chômage, les pénuries, les femmes surchargées, la crise, les dirigeants ne peuvent plus tout attribuer aux causes externes; mais l'échange inégal entre les prix des matières exportées et ceux des matières importées, le fardeau de la dette, l'ajustement structurel, sont pour beaucoup dans le déclin de l'État, des services publics, le mécontentement face à la classe politique.

«Il faut que ça change» et «on est capable» sont aussi des cris de ralliement en Afrique au moment du ras le bol.

---

**Surtout les organisations de base se sont multipliées, à la ville, à la campagne, créant des liens entre elles et avec l'extérieur.**

---



Le théâtre, un mode privilégié d'expression de la société civile.

## La société civile contre l'État

Pendant la colonisation et après, les structures des sociétés traditionnelles ont survécues et ont évolué, notamment les associations de classes d'âge, de femmes, etc. Certains villageois, des responsables religieux, des fonctionnaires, des missions chrétiennes, développèrent un tissu associatif indépendant de l'État. La coopération internationale, y compris inter-africaine, mais à la base, au niveau local, surtout les ONG (Organisations Non Gouvernementales), furent un appui important à ces associations.

Les chambres de commerce mises en place par les colonisateurs, les syndicats et partis politiques, apparentés à l'origine à ceux de la métropole, tout ça a survécu et s'est développé, sauf les plus opposés au régime en place, qui furent durement réprimés..

Une classe d'intellectuels, indépendants et critiques, a émergé. Sa

production est importante : elle a écrit l'histoire de l'Afrique, passée et en marche. Mais des textes en français ou anglais, inaccessibles à la majorité, la censure et le manque de moyens, font que la diffusion des poèmes, romans, livres d'histoire, essais, reste limitée. Malgré tout, avec les étudiants, les journalistes, des militants syndicaux et politiques, ils jouent un rôle déterminant dans les changements en cours.

L'autonomie et l'enracinement, en marge de l'État, des organisations locales et de base, sont le facteur décisif dans la construction d'une société civile capable, de négocier avec l'État, d'assurer des fonctions qu'il n'assume pas ou n'assume plus.

Mais l'État reste à la fois puissant et indispensable. Reconnaisant que l'État peut nuire aux volontés de changement, on doit aussi affirmer que son non fonctionnement crée un vide.

# Acteurs et processus démocratiques

Les paysans et paysannes (elles travaillent autant sinon plus), les éleveurs sont les laissés pour compte de sociétés qu'on a dit vouloir moderniser, mais sans les associer sauf par une approche autoritaire d'encadrement. Eux, souvent analphabètes et ne parlant pas la langue administrative, la langue des «projets», on les a largement manipulés au plan politique et aujourd'hui encore, on ne les associe pas toujours pleinement aux changements initiés en ville, y compris par l'opposition. La démocratie sera garantie là où on les mettra dans le coup.

La ville, difficilement nourrie par les ruraux, d'où des importations et

aides alimentaires qui créent l'endettement et la dépendance, c'est le lieu des illusions à cause du chômage. Mais c'est là que sont concentrés, les salariés et les travailleurs organisés, les étudiants, la vie et l'animation culturelles «modernes», quelques industries. Les salariés de l'État, bien qu'en nombre insuffisant, notamment en éducation et en santé, pour assurer tous les services nécessaires, sont les plus nombreux et les plus organisés : il y a aussi l'armée, faite de soldats plus que d'officiers...

Mais le secteur informel, l'économie marginale, des enfants de la rue à ces commerçantes ambulantes

futées, prédomine largement.

Échanges d'informations, d'idées, travailleurs organisés, multitude des gens condamnés à l'auto-emploi précaire et rarement payant, chômage massif, sont les ingrédients d'une contestation fondée sur le mécontentement et l'aspiration à une vie meilleure.

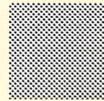
Villes de compétition, d'innovation, d'éclatement des valeurs communes, la solidarité l'emporte quand c'est la survie de tous qui est en jeu, et les émeutes de la faim, l'organisation parfois de vrais contre-pouvoirs, le prouve.

Les associations sont nombreuses et diverses et constituent un lieu irremplaçable d'apprentissage des principes et règles du fonctionnement démocratique. En campagne, elles sont trop peu reliées entre elles et autonomes. Elles manquent de poids au niveau national.

La masse critique, les syndicats peuvent l'avoir et savent l'utiliser dans les moments critiques.

L'évolution des idées dans les organisations a pris la forme d'un accent nouveau sur la question des droits et libertés :

- **droit à l'information**, parce que si vous devez souffrir d'avantage, notamment à cause de l'ajustement structurel, vous voulez savoir pourquoi, sinon à cause de qui...
- **droits des femmes**, parce que leur rôle économique ne peut plus être



## Organisations populaires et droits humains

nié, qu'on a pris conscience que peu de programmes pouvaient réussir sans elles,

- **droits de la personne**, parce que la répression, trop d'emprisonnements arbitraires, de tortures, une justice muselée où aux ordres, ce n'est plus tolérable quand l'ancienne démagogie a moins d'effet,
- **droit à son identité ethnique** enfin, sans pour autant compromettre l'unité du pays.

Ce mouvement a été appuyé par des intellectuels, des avocats, des journalistes, des Églises, mais reconnu

tardivement, dans et hors d'Afrique. Les tentatives de récupération et manipulation ne manquent pas...

L'évolution en Occident, à l'Est et à l'Ouest, a favorisé une maturation de la coopération internationale. En trente ans, elle a pris de l'expérience. Elle s'est surtout diversifiée.

Les liens horizontaux, entre organisation de base, du continent mais aussi d'ailleurs, sont au cœur du processus démocratique souterrain, qui s'y est développé.

# Anciens et nouveaux politiciens

Le multipartisme prévaut maintenant officiellement, dans plus de la moitié des pays africains, même les plus peuplés (Nigéria, Zaïre). Les régimes militaires, certains gérant une crise récente ou en cours, et les régimes carrément autoritaires, (Mauritanie, Algérie, Libye, Guinée-Bissau, Guinée, Sierra-Leone, Ghana, Tchad, Guinée Équatoriale, République Centrafricaine, Ouganda, Rwanda, Burundi, Soudan, Éthiopie et Érythrée, Djibouti, Somalie, Malawi, Afrique du Sud, Lesotho, Swaziland ou Ngwame), sont pour la plupart confrontés et parfois en négociations, avec des forces politiques de plus en plus incontournables.

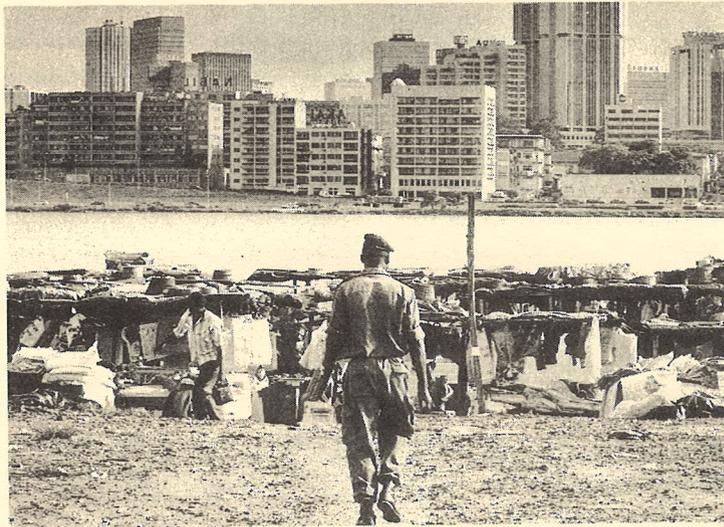
L'Afrique est donc au prise avec des politiciens luttant pour garder ou prendre le pouvoir : c'est aussi ça la démocratie, si le rapport de forces est honnête.

Les anciens politiciens, civils ou militaires, ce sont ceux qui sont encore au pouvoir, ou l'ont perdu et cherchent à le reprendre. Ceux qui ont choisi une retraite confortable et possible, sont rares; il peut être sage pour les opposants de ne pas supprimer cette sortie, surtout quand l'armée hésite...

Les nouveaux politiciens aussi sont variés. Il y a d'anciens opposants prêts au compromis, d'autres suffisamment forts et crédibles pour constituer une relève complète avec les nouveaux venus, souvent incapables d'offrir seuls une alternative, parce que divisés. Ils viennent des mouvements pour les droits de la personne, des affaires, du développement, de la coopération, des syndicats.

Les situations varient : des partis d'opposition créés pour d'éventuelles coalitions de compromission, mais aussi pour sauver le pays. Pour baliser les règles de la compétition, des forums et conférences

nationales (états généraux de la nation), plus ou moins publiques et libres, ont parfois été tenues. Mais les tractations les plus visibles ne sont pas toujours les plus efficaces, ni les moins coûteuses.



Bidonvilles et cité moderne se font face à Abidjan.

## Espoirs et dangers : entre la témérité et la peur

La crise économique qui a ébranlé les pouvoirs, favorisé l'aggravation telle du mécontentement, que le changement devenait la seule issue, rend les conditions de ce changement difficiles. Les candidats sérieux ne sont pas légion pour offrir de la gérer, ou siéger comme simple député. Les fonds sont rares pour les nouveaux médias et même pour établir les circonscriptions électorales, recenser les électeurs, faire campagne, organiser les élections.

La peur des lions blessés, candidats à leur propre succession, joue aussi. Ils jouent dur, les Mobutu (Zaïre), Eyadéma (Togo), Bya (Cameroun), Moï (Kenya), Ratsiraka (Madagascar), eux-mêmes et leurs acolytes,

de l'armée, de la police, de l'argent. Ils se cramponnent même en Côte d'Ivoire. Ils contrôlent tout ou partie de l'armée, des médias d'État, et s'en servent.

La méfiance, la rancœur accumulées pendant des décennies de dictature, de démagogie, sont présentes entre adversaires, anciens et nouveaux, et au sein de l'électorat. Les nouveaux candidats sont peu ou trop connus : comment choisir? Et si c'était pire qu'avant?

Mais la volonté de changement est trop forte et trop précieuse le droit, arraché, de se présenter, d'élire, de se tromper même.

# Le Canada et l'Afrique

«Les ONG **non africaines** devraient renforcer leur action de promotion au niveau international et dans leur propre pays en ce qui concerne les donateurs bilatéraux et le système multilatéral, en suivant de près leur réaction à la crise de l'Afrique et en tenant les gouvernements et organismes donateurs responsables de leurs politiques et de leurs opérations»

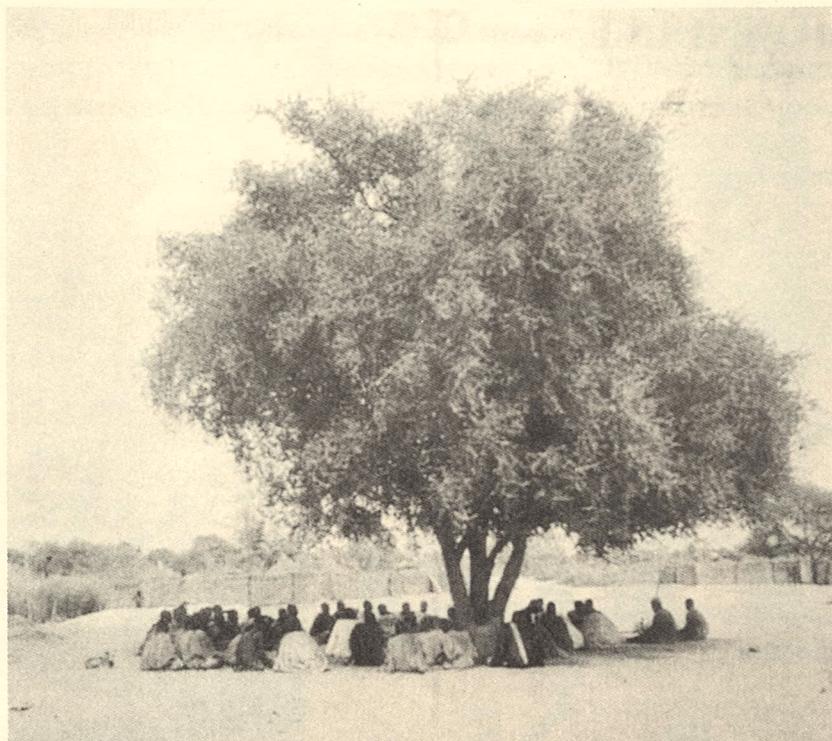
(Charte africaine de la participation populaire au développement, Arusha 1990)

Mais la coopération, ce n'est pas que des dollars donnés. Ce que représentent ces dollars est important aussi. Peu face aux besoins de ces pays et à leur endettement. Peu face à nos capacités collectives: objectif reconnu = 1 % du PNB; (l'APD canadienne = 0,45 % du PNB du Canada en 90-91, 0,49 % en 88-89). L'essentiel de l'aide canadienne va à des organismes inter-gouvernementaux et à des gouvernements. Elle n'a pas que des visées humanitaires. Dans les années 70 les pays occidentaux ont appuyé beaucoup de gros projets peu efficaces, qui ont augmenté l'endettement, la dépendance et souvent, l'emprise des bureaucraties sur les populations. Dans les années 80, changement de cap: on favorise la rigueur, l'ajustement structurel, le secteur privé, y compris comme agence d'exécution, les entreprises du pays donateur. Le luxe de certains est un mauvais exemple. Les politiques commerciales et intérieures sont déterminantes; ainsi, la dualité canadienne est servie par la Francophonie, le Commonwealth, et au Québec le ministère responsable est le Ministère des «Affaires» Internationales.

Il ne faut pas laisser aux politiciens ou fonctionnaires, ni aux entreprises, le monopole de la coopération au développement.

Tous les milieux doivent s'impliquer. Analyse, comportements adaptés, rigueur, durée dans l'engagement, sont essentiels et les coalitions de vigilance sur «notre» coopération sont nécessaires

- 
- De 1980 à 1990, \$7,4 milliards d'aide canadienne à l'Afrique subsaharienne par de multiples canaux.
  - En 90-91, l'aide publique canadienne (APD) = \$3,021 milliards,
    - dont 2,22 à travers l'ACDI (Agence Canadienne de Développement International).
  - Pour l'Afrique anglophone (Égypte, Ghana, Nigéria, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe et pays autour de L'Afrique du Sud, aide aux organisations non Étatiques en Afrique du Sud) :  
Total = 228,81 millions
  - Pour l'Afrique francophone (Burkina-Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Rwanda, Zaïre, Sénégal et Guinée, Sahel, réseau téléphonique régional, divers/région, Maghreb) :  
Total = 251,58 millions.
  - Et 251 millions seulement passent par le secteur bénévole canadien,
  - Et 24,85 millions par les ONG internationales.
- 



Concertation à l'africaine, sous l'arbre à palabres.

Suggestion de lecture : Clark, Andrew. *Coordonnée ou improvisée? La politique canadienne envers l'Afrique subsaharienne dans les années 1980*, Institut Nord-Dud / Partenariat Afrique Canada, 1991

# Notre solidarité

Pour aider à garantir la progression de la démocratie en Afrique, il faut :

- **RÉVISER NOS IMAGES SUR L'AFRIQUE, S'INFORMER SUR CE QU'IL S'Y PASSE.**

L'Afrique est diverse et change. De nouvelles générations d'Africains et d'Africaines, souvent appuyées par leurs parents, notamment les mères, ont arraché, au prix de trop nombreux morts, dans une majorité de pays, l'ouverture démocratique.

Dans plusieurs pays le processus n'est pas complété, ou des régimes dépassés résistent, mais l'espoir est là. La preuve est faite: la démocratie fleurit en Afrique.

- **LUTTER POUR L'ÉRADICATION DES DICTATURES QUI SUBSISTENT, ET PRIVILÉGIER L'APPUI AUX FORCES DÉMOCRATIQUES.**

La solidarité québécoise doit se concentrer sur une stratégie intégrée d'appui aux forces démocratiques africaines élaborée et mise en place avec les représentants des organisations syndicales, des ONG, des associations de femmes et des organisations populaires. Les liens horizontaux entre organisations de base africaines et québécoises doivent être au cœur de cette stratégie.

- **FAIRE PRESSION POUR UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE CANADIENNE FAVORABLE À LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE.**

Malgré les changements dans les pays de l'Est, la politique canadienne envers l'Afrique doit demeurer une priorité. Le Canada doit prendre ses distances vis-à-vis les politiques du FMI, qui risquent de mettre en péril les fragiles avancées du côté de la démocratie en Afrique.



**SOLIDARITÉ**

est une publication du  
Centre international de  
solidarité ouvrière

- **Coordination :** Roger Saucier
- **Recherche et rédaction :** Claude-Guy Pilon
- **Infographie :** Louise Gravel
- **Impression :** BEAUTEX



Cette publication a été rendue possible  
grâce à un appui financier de  
Solidarité Canada-Sahel.  
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec

